



CHAPITRE 5

Loi concernant les investissements immobiliers des universités

[Sanctionnée le 10 mars 1960]

Préambule.

ATTENDU que les investissements immobiliers faits pour la construction, l'expansion et l'aménagement des universités servent à la diffusion de leur enseignement pendant de nombreuses années et qu'il est juste d'en répartir le coût sur un laps de temps raisonnable au moyen d'emprunts à longs termes;

Attendu que le gouvernement désire collaborer avec les universités pour leur faciliter de tels emprunts à des conditions avantageuses;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Interprétation:
"Université";

1. Dans la présente loi,
1° le mot "université" désigne:

a) l'Université Laval, l'Institution royale pour l'avancement des sciences (Université McGill), l'Université de Montréal, Bishop's University, l'Université de Sherbrooke, Sir George Williams University, ainsi que toute autre université instituée par une loi de la Législature de Québec;

b) toute faculté ou école de l'une des universités visées au paragraphe a ci-dessus qui est gérée par une corporation distincte de celle qui administre ladite université;

c) toute institution de la province affiliée, agrégée ou annexée à l'une des universités visées au paragraphe a ci-dessus et dont l'enseignement au niveau

CHAPTER 5

An Act respecting capital investments in real estate of universities

[Assented to, the 10th of March, 1960]

Preamble.

WHEREAS the capital investments in real estate effected for the construction, expansion and equipping of universities avail for the maintenance of their educational activities for many years and it is fair to apportion the cost thereof over a reasonable period of time by means of long term loans;

Whereas the government wishes to co-operate with the universities to enable them to secure such loans on favourable terms;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Interpretation:
"University";

1. In this act,
1. the word "university" means:

a. Laval University, The Royal Institution for the Advancement of Learning (McGill University), the University of Montreal, Bishop's University, the University of Sherbrooke, Sir George Williams University, and any other university established by an act of the Quebec Legislature;

b. any faculty or school of any of the universities mentioned in the above paragraph a which is managed by a corporation separate from that which administers the said university;

c. any institution in the province affiliated with, incorporated in or annexed to a university contemplated in paragraph a above and providing instruction at the

universitaire conduit à l'un des grades suivants: le baccalauréat, la licence, la maîtrise ou le doctorat;

d) toute institution de la province dont l'enseignement au niveau universitaire conduit à un baccalauréat en vertu de ses propres pouvoirs légaux ou par suite d'une convention avec l'une des universités visées au paragraphe *a* ci-dessus;

"enseignement au niveau universitaire".

2° les mots "enseignement au niveau universitaire" désignent tout enseignement d'un niveau supérieur à celui de la versification, de l'immatriculation junior ou de la onzième année d'études et qui conduit à un grade universitaire ou à un diplôme d'un niveau égal ou supérieur à celui du baccalauréat.

Pouvoir du lieutenant-gouverneur en conseil.

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé

a) à garantir le remboursement de tout emprunt obligataire que les universités peuvent contracter pour les fins de construction, d'expansion et d'aménagement de leurs immeubles;

b) à garantir le paiement de l'intérêt sur un tel emprunt;

c) à prendre à son compte, en totalité ou en partie, toute échéance de principal ou d'intérêt sur un tel emprunt, ainsi garanti ou non;

d) à faire avec toute université les ententes et conventions qu'il jugera convenables pour ces fins.

Validité des obligations.

3. La validité des obligations émises par une université et portant la garantie du gouvernement, attestée sur les obligations par le ministre ou le sous-ministre des finances de la province, sera incontestable.

Fonds d'amortissement.

4. Un fonds d'amortissement est constitué au ministère des finances pour contribuer au remboursement des emprunts des universités bénéficiant de la garantie du gouvernement.

Montants annuels.

Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine les montants des versements annuels à ce fonds. Dans le cas de tout emprunt remboursable à terme fixe, ils doivent être d'au moins un pour cent du montant principal de l'emprunt et, dans le cas d'emprunts remboursables en série,

university level leading to any of the following degrees: a bachelor's degree, a licentiate (la licence), a master's degree or a doctorate;

d. any institution in the province providing instruction at the university level leading to a bachelor's degree, under its own legal powers or pursuant to an agreement with any of the universities contemplated in paragraph *a* above;

2. the words "instruction at the university level" mean any instruction on a plane higher than that of "la versification", junior matriculation or the eleventh grade, and leading to a university degree or to a diploma ranking equally with or above the bachelor's degree.

"instruction at the university level."

2. The Lieutenant-Governor in Council is authorized:

Powers of Lieutenant-Governor in Council.

a. to guarantee the repayment of any bonded loan which the universities may contract for purposes of construction, expansion and equipping of their immovables;

b. to guarantee the payment of interest on such loan;

c. to assume, wholly or in part, the payment of any amount falling due in principal or interest on any such loan, whether so guaranteed or not;

d. to make with any university such agreements and covenants as he may deem expedient for such purposes.

3. The validity of the bonds issued by a university and bearing the guarantee of the government, endorsed on the bonds by the minister or deputy-minister of Finance of the Province, shall be incontestable.

Validity of bonds.

4. A sinking-fund shall be established in the Department of Finance to contribute to the repayment of the university loans benefitting by the guarantee of the government.

Sinking-fund.

The Lieutenant-Governor in Council shall determine the amounts of the yearly payments into such fund. In the case of any loan repayable at a fixed date, they must not be less than one per cent of the principal amount of the loan and, in the case of loans repayable in series,

Annual amounts.

ils doivent être suffisants pour rencontrer chaque échéance de principal.

Gérance.

Ce fonds est géré par le ministre des finances. Les versements qui y sont faits et les revenus qu'il produit sont placés ou déposés par le bureau de la trésorerie sous la direction du lieutenant-gouverneur en conseil.

they must be sufficient to meet every amount falling due in principal.

Such fund shall be managed by the Minister of Finance. The payments made into such fund and the revenue yielded by it shall be invested or deposited by the Treasury Board under the control of the Lieutenant-Governor in Council.

Management.

Ententes autorisées.

5. Le gouvernement est autorisé à conclure, avec toute université de la province, aux conditions convenues entre les parties, toutes ententes pour verser au fonds d'amortissement constitué en vertu de l'article 4 ou au fonds d'éducation constitué par la loi 10 George VI, chapitre 21, et ses amendements, ou dans l'un et l'autre de ces fonds, dans les proportions dont lesdites parties conviendront, toute somme que telle université pourra recevoir, le cas échéant, de la Conférence nationale des universités canadiennes ou du Conseil des Arts du Canada, ou de leur mandataire, à même les montants qui, avant le premier jour d'avril 1960, étaient destinés aux universités de la province. Le gouvernement et les universités sont investis de tous les pouvoirs nécessaires à la conclusion et à l'exécution de telles ententes.

Mandataires du gouvernement.

Le secrétaire de la province et le ministre des finances sont autorisés à comparaître à telles ententes et à les signer au nom du gouvernement de la province.

5. The Government is authorized to make with any university of the province, upon such conditions as are agreed to between the parties, any agreement for payment into the sinking-fund established under section 4 or into the education fund established by the act 10 George VI, chapter 21, and its amendments, or into both of such funds, in such proportions as the said parties shall agree upon, any sum which such university may receive, should the case arise, from the National Conference of Canadian Universities or the Canada Council, or their mandatories, out of the amounts which, before the first day of April, 1960, were intended for the universities of the province. The Government and the universities shall have all the powers necessary to make and carry out such agreements.

Agreements authorized.

The Provincial Secretary and the Minister of Finance may be parties to such agreements and sign them in the name of the Government of the Province.

Representants of Government.

Paiement des contributions et dépenses.

6. Les contributions au fonds d'amortissement et les dépenses occasionnées au gouvernement par l'exécution des engagements contractés en vertu de la présente loi et qui ne sont pas couvertes par le fonds d'amortissement sont payées à même les revenus provenant de la Loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements et à même le fonds consolidé du revenu, dans les proportions respectives que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil ou, suivant ses instructions, à même l'un ou l'autre de ces fonds.

6. The contributions to the sinking-fund and the expenditures incurred by the government for the carrying out of the engagements contracted under this act and not covered by the sinking-fund shall be paid out of the revenue derived from the Act to ensure for the Province the revenues necessitated by its development and out of the consolidated revenue fund, in such respective proportions as the Lieutenant-Governor in Council shall determine or, according to his directions, out of either of such funds.

Payment of contributions and expenses.

Entrée en vigueur.

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

7. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.